

Actualité comptable

Numéro **7** Année 29 semaines du 26 mars et 2 avril 2012

Publication bimensuelle, ne paraît pas les semaines 27 à 31 Bureau de dépôt Antwerpen X P2A9365

contenu

Avis CNC

Le traitement des frais de restructuration dans les comptes annuels 1

Aperçu des nouveaux avis CNC 3

Législation

Taux de référence pour les prêts à bon compte aux travailleurs ou aux dirigeants d'entreprise en 2011 6

L'ATN logement revu à la hausse, le chauffage et l'électricité à la baisse 7

Coefficient de revalorisation des RC pour l'exercice 2013 8

Conditions de l'activation

Avis CNC

Le traitement des frais de restructuration dans les comptes annuels

dr. Stijn Goeminne, Faculté Associée des Sciences Commerciales et Sciences Administratives, Hogeschool Gent

La Commission des Normes Comptables (CNC) a clôturé l'année 2011 par l'avis 2011/24 relatif au traitement des frais de restructuration dans les comptes annuels. Cet avis remplace l'avis 123/1.

La restructuration des activités d'une entreprise peut entraîner des charges considérables comme, par exemple, des frais d'étude, de déménagement, de recyclage du personnel, des indemnités de préavis, l'acquisition de matériels nouveaux, ... Ces frais sont pris en charge selon leur nature et ensuite inscrits à l'actif au titre de frais d'établissement ('204 frais de restructuration'). Cette inscription à l'actif s'opère par déduction globale et explicite des charges exceptionnelles (déduites sur le compte '669 Charges exceptionnelles portées à l'actif au titre de frais de restructuration'), des charges d'exploitation (déduites sur le compte '649 Charges d'exploitation portées à l'actif au titre de frais de restructuration') ou des charges financières (déduites sur le compte '659 Charges financières portées à l'actif au titre de frais de restructuration'). Ce dernier compte résulte d'une proposition formulée par la Commission des Normes Comptables qui prendra les initiatives nécessaires pour qu'il soit ajouté dans le plan comptable normalisé.

L'activation n'est toutefois possible que pour autant que les deux conditions suivantes soient remplies. Primo, il doit s'agir de dépenses à caractère exceptionnel, nettement circonscrites et relatives à une modification substantielle de la structure ou de l'organisation de l'entreprise et secundo, ces dépenses doivent, de l'avis de l'organe de gestion de l'entreprise, avoir un impact favorable et durable sur la rentabilité de l'entreprise. L'accomplissement de ces conditions doit être justifié dans l'annexe.

Les frais doivent être inscrits à l'actif de manière à être répartis sur les exercices ultérieurs via leur amortissement. Le plan d'amortissement de ces frais doit tenir compte de leur impact estimé sur la rentabilité de l'entreprise et ne peut, comme pour les frais d'établissement, excéder cinq ans.

Avis 2011/24

La Commission clôture son avis 2011/24 par l'exemple suivant. Dans le cadre de la restructuration de ses activités, une entreprise doit acter un amortissement exceptionnel de 1 000 sur une machine qu'elle décide de désaffecter afin d'aligner la valeur comptable de cette dernière sur sa valeur probable de réalisation. Elle supporte des charges (100 hors TVA) liées à une étude relative à la restructuration réalisée par un bureau de consultants. L'entreprise doit en outre payer 200 (hors TVA) de frais bancaires pour le rééchelonnement de ses dettes. L'entreprise décide de reprendre ces charges à son actif, au titre de frais de restructuration, et de les amortir à concurrence de 20 % par année.

Dans un premier temps, les frais sont pris en charge selon leur nature :

6602		Amortissements et réductions de valeur exceptionnels sur immobilisations corporelles (dotations)	1 000	
	239	à Installations, machines et outillage – Amortissements actés		1 000
664		Autres charges exceptionnelles (étude)	100	
411		TVA à récupérer	21	
	440	à Fournisseurs		121
650		Intérêts, commissions et frais afférents aux dettes	200	
411		TVA à récupérer	42	
	55	à Etablissements de crédit		242

L'activation de ces charges se traduit comme suit :

204		Frais de restructuration	1 300	
	65(9)	à Charges financières portées à l'actif au titre de frais de restructuration (-)		200
	669	Charges exceptionnelles portées à l'actif au titre de frais de restructuration (-)		1 100

L'amortissement annuel des frais de restructuration est finalement enregistré comme suit :

6300		Dotations aux amortissements et frais d'établissement	260	
	204	à Frais de restructuration		260

Aperçu des nouveaux avis CNC

dr. Stijn Goeminne, Faculté Associée des Sciences Commerciales et Sciences Administratives, Hogeschool Gent

La CNC fonctionne toujours à plein régime. Depuis le début du mois de juin, elle a publié sur son site un nombre considérable de nouveaux avis. Vu leur champ d'application étendu, certains de ces avis seront utiles pour plusieurs secteurs. La Commission publie toutefois, de plus en plus souvent, des avis destinés à l'un ou l'autre secteur ou à certains cas spécifiques. Cette lettre d'information vous renseigne largement sur le premier type d'avis. L'aperçu ci-après vous informe des points ayant particulièrement attiré l'attention de la Commission au cours de ces derniers mois. Un prochain numéro sera consacré aux avis 2011/22 et suivants.

Avis 2011/14 – Plus-values de réévaluation

Le quatorzième avis de la Commission contient un aperçu de différents avis relatifs aux plus-values de réévaluation. Il remplace une série d'avis antérieurs et rassemble au sein d'un seul et même avis les points de vue émis à ce sujet. Nous constatons avec étonnement que la Commission exclut désormais la possibilité d'affecter, directement ou indirectement, les montants inscrits au poste « Plus-values de réévaluation » à l'apurement total ou partiel de pertes. La CNC adopte ainsi un nouveau point de vue. Cet avis a été largement abordé dans le n° 20 de la présente lettre d'information.

Avis 2011/15 – Réductions de valeur sur créances assurées, couvertes par une assurance-crédit

Le quinzième avis publié par la Commission a également un large champ d'application. Il sera examiné plus en détail dans l'article suivant.

Avis 2011/16 – Le traitement comptable de comptes de tiers

Cet avis s'adresse aux professionnels qui reçoivent ou gèrent des fonds en provenance ou à destination de clients ou de tiers, tels que les notaires, avocats, huissiers de justice et agents immobiliers. Ces professionnels sont déontologiquement tenus de déposer ces sommes sur des comptes bancaires spéciaux, communément appelés « comptes de tiers » (ou « comptes qualitatifs »). Dans cet avis, la Commission précise comment ces opérations doivent être traitées sur lesdits comptes et s'il y a lieu de considérer le compte de tiers comme un actif du professionnel ou de la société de celui-ci. Cet avis sera analysé de manière plus approfondie dans un prochain numéro de la lettre d'information.

Avis 2011/17 – Le traitement comptable des fonds de recherche dans les comptes annuels des grandes et très grandes associations

Les associations et les fondations se voient régulièrement octroyer des « fonds de recherche » en vue de mener certaines activités de recherche. Le traitement comptable de tels fonds est déterminé en fonction de leurs modalités d'octroi et varie donc d'une situation à l'autre. En substance, la Commission fait une distinction entre la recherche dont les résultats peuvent être diffusés librement et la recherche destinée exclusivement à l'instance commanditaire. Dans le premier cas, l'association ou la fondation peut immédiatement porter les montants reçus au compte de résultats sous la rubrique « Subsidés d'exploitation ». Si les fonds sont mis à la disposition de l'association ou de la fondation afin que celle-ci puisse mener une recherche spécifique pour l'instance qui les octroie, le commanditaire obtient un droit exclusif sur les résultats de la recherche réalisée. La Commission considère, dans ce cas, qu'il s'agit d'une « Commande en cours d'exécution ». Dans son avis, la CNC illustre les différents modes de comptabilisation à l'aide de cinq exemples.

Avis 2011/18 – Le traitement comptable du swap de taux d'intérêt (IRS)

La Commission se concentre ici sur la mise en œuvre de son avis antérieur 2010/12 relatif aux principes comptables généraux applicables aux instruments financiers dérivés. Elle applique ainsi les principes précités à l'Interest Rate Swap (IRS). Le swap de taux d'intérêt est une convention par laquelle deux parties décident d'échanger entre elles deux flux d'intérêts différents dans une même devise et calculés sur la base d'un montant non échangé appelé montant notionnel. Dans cet avis, la Commission examine, à l'aide d'exemples, l'IRS conclu dans un but spéculatif, l'IRS conclu à des fins de couverture d'un prêt ou d'un emprunt à taux variable, l'IRS conclu à des fins de couverture d'un titre à revenu fixe, l'IRS à départ différé (forward starting swap) ou adossé (back-to-back swaps) ou encore comportant le paiement d'une soulte (upfront payment). Comme il s'agit d'instruments plutôt spécifiques, il convient de se référer aux exemples précis contenus dans cet avis.

Avis 2011/19 – Le traitement comptable des intérêts constitutifs de produits ou de charges pour les sociétés de crédit agréées en Flandre

L'avis 2011/19 remplace l'avis 108/5 et vise un secteur particulier. Il est spécifiquement destiné aux sociétés de crédit agréées, c'est-à-dire aux sociétés de crédit hypothécaire pour le crédit social d'habitation agréées par le Gouvernement flamand dans le cadre du Code flamand du Logement. Il s'agit de sociétés de crédit souhaitant participer à la mission d'intérêt général qui consiste à stimuler la construction, l'achat, la transformation ou le maintien d'habitations modestes. La Région flamande garantit le remboursement du capital ainsi que le paiement des intérêts et des frais additionnels relatifs aux prêts sociaux accordés par des sociétés de crédit agréées par arrêté du Gouvernement flamand. La Commission des Normes Comptables considère que l'octroi de prêts sociaux dans le but de stimuler la construction, l'achat, la transformation ou le maintien d'habitations modestes constitue l'activité principale des sociétés de crédit agréées.

Par conséquent, conformément à la définition de la notion de « chiffre d'affaires » visée à l'article 96 de l'AR/C.Soc. d'une part, et au regard de la comparabilité des sociétés de crédit agréées entre elles d'autre part, celles-ci doivent inscrire les produits d'intérêts (reçus des investisseurs particuliers hypothécaires) et les charges d'intérêts (payées pour l'obtention de financements propres) parmi les résultats d'exploitation. Les intérêts reçus doivent être enregistrés dans la rubrique « Chiffre d'affaires » et les intérêts payés dans la rubrique « Approvisionnements et marchandises ». La Commission recommande qu'une explication adéquate de la méthode utilisée figure dans l'annexe aux comptes annuels de manière à ce que le lecteur des comptes annuels soit correctement informé.

Avis 2011/20 – Entreprises liées

Le vingtième avis de la CNC vise une situation particulière. Un cas particulier de sociétés liées est présenté à la Commission, qui est appelée à déterminer les entreprises liées au sens de l'article 11 du C. Soc. Si en soi, l'avis vise une situation spécifique, la Commission aborde également par ailleurs les conséquences de ce raisonnement quant à l'application de l'article 15 du C. Soc. Elle considère ainsi que comme les sociétés reprises dans la structure du groupe sont liées les unes aux autres, les critères en matière de chiffre d'affaires et de total du bilan sont déterminés sur une base consolidée pour chaque entreprise. Quant au critère du personnel occupé, on l'obtiendra en additionnant le nombre annuel moyen de travailleurs occupés par chacune des sociétés liées (art. 15, § 5 C. Soc.). Pour plus de détails à ce sujet, nous vous invitons à lire l'article paru dans Actualité comptable n° 2011/16.

Avis 2011/21 – Conservation des livres et des pièces justificatives

Dans son avis 2011/21, la Commission traite de la conservation des livres et des pièces justificatives au sein d'entreprises en liquidation. Cet avis remplace l'avis 6/1. En règle générale, l'article 6, quatrième alinéa de la loi du 17 juillet 1975 dispose, entre autres, que les pièces justificatives doivent être conservées, en original ou en copie, durant sept ans. Cet avis contient toutefois une nouveauté : en cas de liquidation, le délai de conservation des livres et des pièces justificatives peut être réduit à cinq ans. L'article 195 du C. Soc. prescrit que les livres et documents sociaux doivent être conservés pendant cinq ans à compter de la publication de la clôture de la liquidation. La clôture de la liquidation implique la disparition de la personne morale et de son patrimoine. Comme la Loi comptable n'est applicable qu'aux personnes morales existantes, le délai de conservation de sept ans n'est, dès ce moment, plus applicable. La CNC tient en outre à souligner qu'il ne s'agit là que d'une obligation minimale et que celle-ci ne dispense nullement les entreprises de mettre en œuvre une politique d'archivage appropriée. Il appartient à chaque entreprise de décider s'il y a lieu ou non de conserver les pièces justificatives en question au-delà du délai légal de conservation. Ces documents sont en effet essentiels en cas de litige ou d'autres procédures.

Législation

Taux de référence pour les prêts à bon compte aux travailleurs ou aux dirigeants d'entreprise en 2011

Joshua Capuozzo

Un arrêté royal du 4 mars 2012 détermine, pour l'année 2011, les taux d'intérêt utilisés par le fisc afin de fixer forfaitairement les avantages qu'un travailleur ou un dirigeant d'entreprise peut obtenir de la part de son employeur ou de sa société, en matière de prêts sans intérêt ou accordés à bon compte.

Prêts hypothécaires

L'avantage est calculé sur la base de la différence entre le taux d'intérêt de référence de l'année au cours de laquelle le contrat de prêt est conclu et le taux d'intérêt accordé à l'emprunteur.

Pour les prêts hypothécaires accordés en 2011, le taux de référence s'élève à:

- 5,14% lorsqu'il s'agit de prêts dont le remboursement est garanti par une assurance-vie mixte (au lieu de 4,69% en 2010);
- 3,67% pour les autres prêts (3,92% précédemment).

Prêts non hypothécaires à terme convenu

Le taux d'intérêt de référence applicable est celui de l'année au cours de laquelle le contrat de prêt est conclu. Ce taux est fixé soit sur la base du taux de chargement mensuel fixé, soit sur la base du taux de chargement annuel réel.

Le *taux de chargement mensuel* pour l'année 2011 s'élève à:

- 0,17% pour les prêts conclus en vue de financer l'acquisition d'une voiture (au lieu de 0,20%);
- 0,21% pour les autres prêts (0,30% en 2010).

Le *taux de chargement annuel* réel est quant à lui calculé selon la formule suivante:

$$i = (p \times 24 \times n) / (n + 1)$$

i est le taux de chargement annuel réel, p est le taux de chargement mensuel et n est le délai de remboursement en mois.

Prêts non hypothécaires sans terme

Le taux d'intérêt de référence applicable est celui de l'année au cours de laquelle l'emprunteur a disposé des sommes empruntées. Pour 2011, il est fixé à 8,50% (au lieu de 9% en 2010).

L'arrêté royal du 4 mars 2012 contient, par ailleurs, en annexe, les indices de référence mensuels pour les prêts hypothécaires octroyés pour l'année 2011.

Entrée en vigueur

Ce nouvel arrêté est applicable aux avantages de toute nature attribués à partir du 1^{er} janvier 2011.

source Arrêté royal du 4 mars 2012 modifiant, en ce qui concerne les avantages de toute nature, l'AR/CIR 92 (*M.B.* 8 mars 2012, p. 14268).

L'ATN logement revu à la hausse, le chauffage et l'électricité à la baisse

Guillaume de Stexhe

Les règles permettant de déterminer la valeur des avantages de toute nature (ATN) qui porte sur la mise à disposition d'un immeuble et sur la fourniture de chauffage et d'électricité sont modifiées.

Le texte de l'AR/CIR est, par ailleurs, adapté aux modifications récentes du régime des voitures de société. Il s'agit de modifications purement techniques.

Disposition gratuite d'immeubles ou de parties d'immeubles

En règle générale, lorsqu'un immeuble ou une partie d'immeuble est mis à disposition gratuitement, l'avantage est fixé forfaitairement à 100/60 du revenu cadastral (RC) de l'immeuble ou de la partie d'immeuble mis à disposition, s'il s'agit d'un immeuble bâti. Si l'immeuble est non bâti, ce chiffre est ramené à 100/90.

Par dérogation, pour les biens mis à disposition par des personnes morales, l'avantage était jusqu'à présent fixé comme suit:

- lorsque le RC est inférieur ou égal à 745 € : 100/60 du RC multiplié par 1,25 ;
- lorsque le RC est supérieur à 745 € : 100/60 du RC multiplié par 2.

Désormais, lorsque le RC est supérieur à 745 €, l'avantage sera fixé à 100/60 du RC multiplié par 3,8.

Chauffage et électricité gratuite

Les montants des ATN correspondants à la fourniture gratuite de chauffage et d'électricité sont également revus, mais cette fois à la baisse. Cependant, après indexation, ils sont finalement... en hausse.

Lorsqu'il est octroyé au personnel de direction et aux dirigeants d'entreprise, l'avantage est désormais fixé à 1.245 €/an pour le chauffage (1.820 après indexation), et à 620 €/an pour l'électricité (910 après indexation). Contre respectivement 1.640 et 820 €/an auparavant.

Lorsqu'il est octroyé à des autres bénéficiaires, l'avantage sera dorénavant de 560 €/an pour le chauffage, et de 280 € pour l'électricité (820 et 410 €/an après indexation, montants inchangés).

Entrée en vigueur

Ces nouveaux montants sont applicables aux avantages de toute nature octroyés à partir du 1^{er} janvier 2012.

source Arrêté royal du 23 février 2012 modifiant l'article 18, § 3, AR/CIR 92 en matière d'évaluation forfaitaire des avantages de toute nature pour la disposition gratuite d'immeubles et la fourniture gratuite du chauffage et de l'électricité (*M.B.* 28 février 2012, p. 12931).

Coefficient de revalorisation des RC pour l'exercice 2013

Joshua Capuozzo

Chaque année, le ministère des Finances publie le coefficient de revalorisation qui permet de calculer la valeur imposable d'un bien immobilier. Ce coefficient, par lequel les revenus cadastraux doivent être multipliés pour l'exercice d'imposition 2013, s'élève à 4,10. Cette information est contenue dans un arrêté royal du 12 mars 2012. Pour l'exercice d'imposition 2012, ce coefficient était de 3,97.

Le coefficient de revalorisation est également important pour les dirigeants d'entreprise qui louent une habitation à leur société. Si leurs revenus locatifs dépassent un certain plafond, ces revenus sont requalifiés en rémunérations. Ce plafond est obtenu en multipliant le revenu cadastral non indexé du bien immobilier par 5/3 et par le coefficient de revalorisation, soit 4,10 pour l'exercice d'imposition 2013.

Ces dernières années, on observe qu'excepté en 2011, le coefficient de revalorisation a toujours augmenté :

<i>Exercice d'imposition</i>	<i>Coefficient de revalorisation</i>
2013	4,10
2012	3,97
2011	3,87
2010	3,88
2009	3,75
2008	3,65
2007	3,59
2006	3,50
2005	3,45
2004	3,39
2003	3,35
2002	3,26
2001	3,19
2000	3,15

Entrée en vigueur

Ce nouveau coefficient est d'application pour l'exercice d'imposition 2013.

source Arrêté royal du 12 mars 2012 modifiant, en ce qui concerne le coefficient de revalorisation pour les revenus cadastraux, l'AR/CIR 92 (*M.B.* 16 mars 2012, p. 15965).

colophon

Comité de rédaction: Jean-Pierre Debroux, Catherine Dendauw, Thierry Dupont, Freddy Méan, Serge Peffer, Jean-Paul Servais. **Membres honoraires:** Joseph Antoine †, Bruno Colmant, Michel vander Linden. **Coordination:** Laure-Mélanie Defèche. **Archives online:** les numéros d'Actualité comptable sont disponibles en archivage gratuit sur www.monkey.be. **Actualité comptable** est une publication de Kluwer – www.kluwer.be. **Editeur responsable:** Hans Suijkerbuijk, Waterloo Office Park, Drève Richelle 161 L, B-1410 Waterloo. **Service clientèle Kluwer:** tél. 0800 40 330 (appel gratuit) – +32 15 78 76 01 (de l'étranger), fax 0800 17 529, e-mail: contact@kluwer.be. ISSN: 0776-0590 © 2011 Wolters Kluwer Belgium SA. Hormis les exceptions expressément fixées par la loi, aucun extrait de cette publication ne peut être reproduit, introduit dans un fichier de données automatisé, ni diffusé, sous quelque forme que ce soit, sans l'autorisation expresse et préalable et écrite de l'éditeur.